

# ACTION PUBLIQUE ET AMÉNAGEMENT COMMERCIAL ET URBAIN

## *PUBLIC ACTION, RETAIL AND URBAN PLANNING*

Jean SOUMAGNE

### Résumé

Les analyses des actions concrètes d'aménagement commercial ont pris leur essor avec les années 1980, dans le sillage des réalisations urbanistiques concrètes, par le biais de l'étude des systèmes d'acteurs, des bilans territoriaux et du regard critique sur les réalisations de terrain. L'étude de la place du commerce dans des opérations de renouvellement urbain ou de régénération rurale s'est ajoutée aux analyses géo-économiques purement centrées sur l'appareil commercial. La question de la durabilité a émergé au rythme de la préoccupation sociétale sur le devenir de la consommation matérielle et spatiale.

### Mots-clés

pouvoirs publics, aménagement, requalification, développement durable, paysage commercial

### Abstract

*The analyses of concrete actions of commercial development took off with the 1980s, in the wake of urban concrete achievements, through the study of systems of actors, territorial balance and critical look on the achievements. The study of the place of trade in urban renewal or rural regeneration operations has added geo-economic analyses purely focused on commercial structure. The issue of sustainability has emerged pace of societal concern on the fate of material and space consumption.*

### Keywords

*governments, development, regeneration, sustainable development, trade landscape*

Dans le domaine du commerce, les interventions publiques classiques se sont longtemps limitées au secteur non-sédentaire : fixation des dates et lieux des marchés et foires, taxations des marchandises, emplacements des marchands. Si on laisse de côté les halles et marchés couverts, les « aménagements » liés à la vie marchande ont été d'ordre privé, avec, à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècles, des réalisations ambitieuses (Galeries du Palais-Royal, passages commerçants, grands magasins), l'État et les municipalités se contentant de faciliter le changement par des opérations sur la voirie.

C'est surtout après la Seconde guerre mondiale que l'interventionnisme public se développe, à cause de la Reconstruction et en liaison avec l'urbanisation intensive ; alors, le constructivisme public avec les grands ensembles induit de se préoccuper de l'appareil commercial et la régulation apparaît

nécessaire tant pour les opérations d'urbanisme public que pour celles encadrées par des mécanismes administratifs mais où l'immobilier privé domine. Trois grandes problématiques se sont progressivement dégagées dans le travail scientifique, les préoccupations des chercheurs s'élargissant en fonction de tendances lourdes : celles des politiques conduites aussi bien que celles d'ordre socio-culturel ou sociétal.

La première a trait aux opérations d'aménagement urbain elles-mêmes : comment la question du commerce a-t-elle été intégrée tant dans l'espace public que sur les espaces privés ? Avec quels impacts ? Un deuxième centre d'intérêt, bien plus récent, est celui du développement durable. Il s'est agi de saisir comment ont été encouragées des pratiques durables dans l'aménagement urbain et commercial et d'en discerner les ressorts et les résultats.

Enfin, l'intégration du « commerce moderne » dans le paysage urbain pose des problèmes souvent aigus qui ont induit de se pencher sur les rapports à l'historicité et à l'architecture d'une activité qui est à la charnière entre la sphère privée et l'espace public. Cette question du paysage et de sa « durabilité » est d'émergence plus récente.

## I. L'ÉMERGENCE DES ANALYSES SUR COMMERCE ET AMÉNAGEMENT

Les années 1950 restent marquées dans la géographie francophone par la relative faiblesse des études commerciales ; c'est par le biais de l'étude de l'armature urbaine et des réseaux urbains régionaux, selon une vision largement dominée par la géographie économique, dans le sillage de Pierre George et de Georges Chabot, que le commerce est pris en compte. Dans ce contexte sont publiés à partir de la fin des années 1960 les Atlas Régionaux destinés à éclairer les Pouvoirs publics sur les territoires à aménager. Ceux-ci comportent généralement des planches sur les équipements marchands et leur rayonnement et parfois des planches sur des agglomérations principales avec cartographie des commerces et des pôles commerciaux dans la trame viaire. C'est le cas par exemple de la planche intitulée « Toulouse, équipements commerciaux », conçue et commentée par Michel Idrac, de l'Atlas Midi-Pyrénées (1970\*). L'approche partielle du paysage commercial dans la ville ne se retrouve pas souvent dans les autres atlas régionaux qui privilégient plutôt la répartition des magasins, souvent par type juridique, à des échelles plus petites ainsi que l'analyse des réseaux et des rayonnements. À ce stade, le rôle de l'action publique n'apparaît qu'indirectement, la question du paysage urbain et du patrimoine se distingue en partie et, bien sûr, la notion de développement durable est absente.

L'avancée se situe dans les années 1970 avec quelques ouvrages fondateurs de la géographie du commerce, ceux de Jacqueline Beaujeu-Garnier et Annie Delobez, de Michel Coquery, d'Alain Metton. Dans le traité « Géographie du Commerce », J. Beaujeu-Garnier et A. Delobez (1977\*) ne consacrent que des développements assez réduits à l'action publique. Un paragraphe porte sur la circulaire française de 1961 obligeant l'inscription du commerce dans les plans d'urbanisme et souligne le caractère inefficace du texte. Les auteurs insistent davantage sur l'action régulatrice de l'État (loi

Royer de 1973) et le nouveau rôle des collectivités locales à « l'inaction séculaire (...) en matière d'aménagement commercial » (p. 84). Un peu plus est dit sur la rénovation du commerce central, là où la fonction est menacée avec des exemples (Minneapolis, Montpellier, Paris) de politique nationale ou municipale (p. 225-228). La question des faciès paysagers n'apparaît guère et naturellement, celle du développement durable pas du tout.

Dans la thèse de Michel Coquery « Mutations et structures du commerce de détail en France » publiée en 1977\*, les analyses sont d'abord vouées à l'étude des populations commerçantes puis à celle des entreprises et des établissements et à la modernisation de l'appareil commercial national. À l'instar des travaux fondateurs des années 1960 (atlas régionaux et thèses de Michel Rochefort, Raymond Dugrand, Yves Babonaux, Bernard Barbier), la place accordée aux hiérarchies de pôles et zones d'influence est élevée. Le sous-chapitre sur « Le commerce et la ville : vers un enrichissement de l'analyse géographique » insiste sur le cadre bâti, reprenant des notions anciennement définies par Albert Demangeon puis Jean Tricart, puis sur les critères d'étude des noyaux commerciaux. Enfin, la question de l'image perçue est brièvement évoquée – avec référence aux travaux de Raymond Ledrut et de Pierre Sansot.

Un autre sous-chapitre situe les facteurs et effets de la mutation commerciale (p. 708-836) et met en relief les rapports urbanisme-commerce. Insistant au fil d'une analyse sur une quinzaine d'années, sur « la difficile alliance du libéralisme et de la concertation » au début des années 60 et sur le « changement de cap » du milieu de la même décennie, l'auteur constate que l'attention de l'État a été centrée sur les ensembles d'habitat collectif. Est souligné le rôle des Commissions de travaux des IV<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> Plans et des textes urbanistiques de 1959-1961 et 1967-69 ; si leur genèse et leur contenu sont décrits, décriptés et critiqués, les applications concrètes ne font pas l'objet d'études de cas et, *a fortiori*, générale, que ce soit pour les nouveaux quartiers ou pour les « opérations de rénovation ».

Dans la thèse d'Alain Metton sur « Le commerce et la ville en banlieue parisienne » (1980\*), des développements très copieux sont consacrés au rapport du commerce avec la morphologie urbaine, même si le travail sur le paysage n'est pas l'objectif principal recherché. La question de l'action publique est présente, entre autres, dans le chapitre

sur « centres commerciaux et urbanisme commercial de périphérie » (p. 453). Une analyse critique est conduite sur les « centres commerciaux des cités » (p. 462-464) ; le rôle des pouvoirs publics dans « l'émergence des préoccupations d'aménagement régional » fait l'objet d'un développement qui insiste sur la souplesse du cadre proposé par l'État (p. 464-466). Dans l'ensemble, le propos du chercheur est cependant plus centré sur les niveaux d'équipement des banlieues et sur le rapport entre commerce et clientèle que sur le rôle des entreprises et des pouvoirs publics.

## II. ESSOR DE L'ACTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT, ESSOR DES ÉTUDES

Une prise en compte croissante de l'action des pouvoirs publics se manifeste avec les colloques de la Commission de géographie des activités commerciales du CNFG (Paris 1984, Liège 1987, Limoges 1990, Aix 1991, Brest 1995-97, Angers 1999, Limoges 2000, Toulouse 2005, Le Mans 2009 et Arras 2011), ainsi qu'avec la publication de numéros spéciaux de revues (*Analyse de l'Espace*, *BAGF*, *Annales de Géographie*, *Annales de la Recherche Urbaine*).

Les analyses ont été d'abord orientées vers les opérations concrètes de piétonnisation qui affectent dans les années 1970 les villes d'Europe occidentale. Ensuite, l'étude s'est élargie aux diverses actions de remédiation face à la crise des tissus commerciaux et urbains ainsi qu'à l'examen des grandes opérations d'urbanisme intégrées récentes. L'aménagement piétonnier débute dans les années 1950 à Rotterdam et touche des villes de pays francophones à partir de la fin des années 1960 (Rouen 1969-70). Les Contrats de Ville Moyenne permettent à partir de 1973 la convergence de crédits d'État et d'investissements municipaux, entre autres pour ce type d'aménagement et, plus amplement, dans la réhabilitation des centres-villes. Les géographes se sont penchés sur la genèse, les modalités d'exécution et le bilan, spécialement commercial de la piétonnisation. Les nombreux travaux sous forme d'articles, de contributions à des colloques débutent dans les années 1980 avec le texte de Bernadette Mérenne-Schoumaker (1981) et celui de Nicole Vaudour (1982). Un numéro d'*Analyse de l'Espace* (1983\*), issu de séminaires de la Commission de géographie du commerce du CNFG, contient un premier bilan national (A. Met-

ton) et des analyses des conséquences sur l'appareil marchand de la piétonnisation (B. Mérenne-Schoumaker, N. Vaudour, L. Le Cam, G. Pallier). M. Bachelard synthétise l'aménagement des centres commerciaux de centre-ville (1987).

Si les premiers grands colloques de la commission commerce du CNFG sont centrés sur l'analyse interne et externe des structures commerciales (Metton, dir, 1984, *Le commerce urbain français\**), peu d'années s'écoulent avant que soit développée celle du système d'acteurs dont celui des Pouvoirs publics avec Micheline Cassou-Mounat (dans Metton A., 1987, p.123-134\*) ; Mireille Bachelard observe les politiques commerciales des municipalités (id, p. 135-146\*) qui sont passées « de l'observation à l'implication » (p. 136) par des actions indirectes et directes.

Au total, la prise en compte du rôle des structures institutionnelles a été précoce, au-delà de la nécessaire analyse descriptive des opérations, par l'examen du système d'acteurs, des mécanismes, des interrelations avec la géographie sociale et économique.

Cette intégration des facteurs socio-politiques de l'aménagement concerne au début des années 1990 le bilan des secteurs piétonniers (par exemple : Chemla G., dans Metton A. et Vaudour N. (1992\*, p. 183-207). Elle s'élargit dans les années 1990 et 2000 à l'ensemble des opérations d'urbanisme, de réhabilitation, requalification, restauration, revitalisation. Il s'agit alors d'inscrire le commerce comme révélateur du changement urbain au croisement des différents dispositifs de politique urbaine conduite par les collectivités publiques, de cerner le jeu des acteurs, leur degré d'implication, les montages institutionnels et financiers, de discerner les effets induits, commerciaux et non-commerciaux. Si l'analyse descriptive des opérations demeure au cœur des études, celle des enjeux socio-politiques, de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, des partenariats public-privé, de l'appropriation par les résidents et les usagers deviennent des éléments-clés de la réflexion. Les terrains et les échelles d'analyse changent également, s'ouvrant au rural (Bondue, 2000), aux villes dans leur ensemble (Bondue, 2001\* ; Desse, 2002\*). Non seulement la régénération par le commerce devient un objet à part entière (*ibid.*) mais est étudiée la capacité de rebond du monde commerçant, sa résilience (Soumagne *et al.*, 2014). Le commerce apparaît désormais comme une composante fondamentale

du renouvellement urbain (Desse, Gasnier et Grellier, 2014). Ses champs d'application s'élargissent des centres-villes, jusqu'alors privilégiés, aux périphéries urbaines proches et moins proches avec, entre autres, les travaux de René Péron sur les zones commerciales ouest-européennes (1994, 2004) ou encore ceux de Guénola Capron qui se penche sur les *shopping centers* latino-américains et les rapports espace public - espace privé (1996, 1998) et les présentations au colloque de Montréal (Boisvert, éd., 1989). D'autres travaux concernent aussi bien les friches industrielles et portuaires que la reconversion des centres commerciaux en crise (colloques d'Angers, 1999 et de Limoges, 2000). Nombre d'études empiriques surgissent alors illustrant l'importance du champ d'investigation et la puissante dynamique à l'œuvre sur le terrain. On peut citer par exemple les travaux de Schneider-Gold (1999\*, p. 129-138), N. Lebrun (2000\* et 2003\*), S. Deprez (2013), ou encore de N. Vaudour (1999\*, p. 111-120) sur les rapports entre commerce et développement local à Marseille, ceux de S. Lestrade (2004) et A. Gasnier (2013 et 2014).

Quelques auteurs prennent en compte les spécificités des espaces ruraux ou périurbains en difficulté commerciale, tels J.-P. Bondue (2000, p. 165-178), C. Nordin et Leclere (2000\*, p. 179-195) qui se penchent sur les « Actions pour le nouveau commercial ». F. Griffisch (1999\*, p. 35-50) s'interroge sur les dispositifs tant pour les cités de banlieue que pour le rural périurbanisé.

### III. UN APPORT TARDIF SUR LA DURABILITÉ

Ce n'est que depuis une dizaine d'années que le thème des rapports commerce-développement durable a vraiment émergé. Peut-être est-ce la contradiction intrinsèque entre les deux termes qui a freiné les énergies ? La divergence entre les notions d'activité marchande et de durabilité, si elle est bien réelle, n'empêche pas les pouvoirs publics de se préoccuper de l'impact environnemental des centres commerciaux et d'en avoir fait, pour la France, un des principaux critères de régulation des implantations.

Les aspects généraux de la problématique sont d'abord évoqués par J. Soumagne, A. Gasnier et M. Pouzenc (2004), puis J. Soumagne 2007 et 2008 (p. 107-114 dans Desse *et al.*).

La même année, Alain Metton organisait une séance

de l'Association de Géographes Français sur Commerce et développement durable, dont les actes publiés dans la revue (*BAGF*, 2007, n°4\*) comprennent six interventions générales et concrètes tant sur l'urbain (S. Lestrade\*, p. 371-385) que sur le rural (J. Pilleboue et M. Pouzenc\*, p. 386-398). En 2006, les Actes du colloque de Toulouse (mars 2005) de la Commission de Géographie du Commerce sont établis et publiés par Dugot et Pouzenc. Par ce colloque « *Commerce et développement durable* » sont à la fois jetées des bases théoriques d'étude du sujet et présentées diverses études de cas thématiques ou localisées.

Avec l'ouvrage dirigé par Philippe Dugot et Michaël Pouzenc (2010) « Territoires du commerce et développement durable » l'avancée de la réflexion permet de proposer de premières synthèses sur le sujet. René-Paul Desse\* s'y interroge sur les rapports entre « mobilités et commerce à l'ère du développement durable » (p. 37-80) et, dans ce contexte, sur le développement par les collectivités locales des réseaux de transport en commun en site propre ainsi que sur l'émergence des Plans de déplacement urbain. Michaël Pouzenc continue d'explorer la relation entre commerce et développement durable des territoires ruraux (M. Pouzenc et M. Guibert, p. 191-236\*). Dans le même ouvrage, Philippe Dugot pose la question de la « régulation pour un urbanisme commercial durable » (p. 131-190\*). Celle-ci est également au cœur de la réflexion d'Arnaud Gasnier (2010\*) dans son introduction générale (p. 13-18) et sa conclusion « Quelles convergences entre problématiques commerciales et urbanisme durable ? » (p. 285-290) des actes du colloque du Mans.

Si les études générales comparatives et empiriques se sont multipliées, d'autres ont été tournées vers les décideurs comme par exemple le rapport au Ministère français de l'écologie sur les liens entre urbanisme et durabilité urbaine (Soumagne *et al.*, 2010).

### IV. GÉRER LES PAYSAGES DU COMMERCE ?

La question paysagère demeure jusqu'ici la moins abordée. Dans la plupart des thèses, l'accent est mis davantage sur les structures, les trames, les réseaux, les rapports au bassin démographique que sur la composante paysagère constituée par les magasins au sein des rues et des quartiers. Par

exemple, l'article de José Sporck *et al.* « Le commerce de détail à Liège-ville (1975\*) » la laisse de côté à l'exception de l'analyse du modernisme des magasins selon la nomenclature qualitative mise sur pied par cet auteur.

Si des aperçus significatifs figurent dans la thèse d'Alain Metton pour plusieurs secteurs du suburbain parisien (cf. *supra*), d'autres auteurs analysent le tissu paysager commercial de villes moyennes de province (Soumagne, 1996\*), ou élargissent la question du paysage à celle de la perception et de la représentation (Lestrade, 1999\* ; Grellier, 2006\*), y compris celles des grandes surfaces. René Péron, dans un ouvrage-clé « *Les Boîtes* » (2004), évalue les paysages des centres commerciaux et zones commerciales des périphéries urbaines et démonte les mécanismes – dont la faiblesse de l'action publique ! – ayant concouru à leur essor aussi spectaculaire qu'anarchique entre autres dans les entrées de villes.

Arnaud Gasnier pose aussi la question de l'enlaidissement paysager qui accompagne les développements commerciaux en périphérie (*In* Dugot et Pouzenc, dir, 2010, p. 81-129). Au-delà de l'analyse conceptuelle et diachronique sur les formes d'implantation de la grande distribution, l'accent est mis, de manière générale et par des exemples, sur l'essor d'opérations de renouvellement dans les zones et centres commerciaux aboutissant à des améliorations paysagères.

Plus récemment, ce sont les quartiers anciens des villes, avec leur patrimoine de devantures, qui suscitent l'intérêt, la protection et la spéculation. Ces rapports entre commerce et patrimoine ont été étudiés en détail dans sa thèse par Anne-Cécile Mermet (2012) et dans plusieurs articles qui approfondissent la question de la patrimonialisation des boutiques et des quartiers où elles s'insèrent (2013, 2014).

## V. CONCLUSION

Au bilan, la question du rapport du commerce à l'aménagement public a été bien développée par les géographes francophones mais en restant cantonnée, pour l'essentiel, au cas ouest-européen ; il en a été de même pour le paysage commercial. Si l'on compte d'assez nombreuses thèses en langue française sur le commerce au Maghreb et en Afrique subsaharienne et quelques-unes pour l'Amérique latine et l'Asie orientale, peu ont été publiées et, en leur sein, c'est souvent la question

du commerce non-sédentaire, de rue, des marchés et des foires qui occupe la première place ; l'accent y est mis sur les formes socio-économiques justifiant l'importance de ce secteur commercial et sur la régulation publique. En milieu urbain, l'occupation de l'espace public, les débordements marchands sur les trottoirs, voire sur les chaussées, pose des problèmes concrets de gestion par les autorités abordés par exemple par les géographes tropicalistes (Guy Mainet, Jérôme Monnet, G. Capron, M.-C. Macias entre autres). Sous des angles généraux et européens A. Gasnier (2006\*, 2008\*) s'interroge à la fois sur la privatisation des espaces publics et la publicisation des espaces privés.

Sans doute peut-on attendre de nouvelles avancées sur cette question du paysage durable, tant public que privé, et souhaiter un élargissement international de la recherche francophone à des terrains jusqu'ici peu abordés.

## BIBLIOGRAPHIE

Tous les auteurs cités dans cet article figurent dans la bibliographie CNFG : <http://www.cnfg.fr> ; l'astérisque signale ceux qui ne sont pas repris ci-dessous.

- Bachelard, M. (1987). Les centres commerciaux intégrés en centre-ville. *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, (3), 271-281.
- Boisvert, M. (dir.), (1989). Développement commercial : stratégies d'acteurs et pratiques d'urbanisme. Actes du colloque international. Montréal : Union Géographique Internationale et Institut d'Urbanisme de l'Université de Montréal.
- Bondué, J-P. (2000). Originalité ou banalisation des actions de redynamisation commerciale dans les espaces ruraux fragiles ? *In* J. Soumagne (coord.) *Commerce et espaces fragiles* (p. 165-178). Angers : Collection Commerce et Société.
- Capron, G. (1996). *La ville privée, les shopping centers à Buenos Aires*. Thèse de doctorat. Toulouse : Université de Toulouse 2 Le Mirail.
- Capron, G. (1998). Les centres commerciaux à Buenos Aires : les nouveaux espaces publics de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, *Annales de la Recherche Urbaine*, 78, 55-69.
- Dugot, P. & Pouzenc, M. (dir.). (2006). *Commerce et développement durable*. Actes du colloque international de la Commission de Géographie des Activités commerciales-CNFG, 10-12 mars 2005. Toulouse : *Géodoc* n° 54-format CD-Rom, Département de Géographie et Aménagement.
- Dugot, P. & Pouzenc, M. (dir.). (2010). *Territoires du commerce et développement durable*. Paris : L'Harmattan, coll. Itinéraires géographiques.

- Gasnier, A., (2013). La fonction commerciale dans les politiques de renouvellement des fronts d'eau urbains à Bordeaux et Saint-Nazaire : une résilience limitée ? *Les Annales de la Recherche Urbaine*, « Figures nouvelles, figures anciennes du commerce en ville », 108, 83-95.
- Gasnier, A. & Grellier, A. (2014). Commerce et renouvellement urbain : une interaction palliative des maux de la ville française ? In A. Gasnier et N. Lemarchand (éd.), *Le commerce dans tous ses états, espaces marchands et enjeux de société*, (p. 71-80). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Lestrade, S. (2004). La proche banlieue-est de la région parisienne : de la friche industrielle à la nouvelle centralité commerciale. In C. Siino, F. Laumière et F. Leriche (dir.), *Métropolisation et grands équipements structurants* (p. 263-276). Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, collection Villes et territoires.
- Mérenne-Schoumaker, B. (1981). Structures commerciales des rues et centres piétonniers. Essai de comparaison de quelques cas français et belges. *BSGLg*, 50, 135-144. <http://hdl.handle.net/2268/72191>
- Mermet, A.-C. (2012). *Commerce et patrimoine dans les centres historiques : vers un nouveau type d'espace de consommation*. Thèse de doctorat en géographie, Paris : Université Panthéon-Sorbonne.
- Mermet, A.-C. & Gravari-Barbas, M. (2013). Commerce et patrimoine, l'exemple du Marais à Paris. *Les Annales de la recherche urbaine*, 108, 57-67.
- Mermet, A.-C. & Gravari-Barbas, M. (2014). Commerce et patrimoine, exclusion ou interaction ? In A. Gasnier et N. Lemarchand (dir.), *Le commerce dans tous ses états* (p. 81-92). Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Péron, R. (1994). *La fin des vitrines. Des temples de la consommation aux usines à vendre*. Paris : Editions de l'École Normale Supérieure de Cachan.
- Péron, R. (2004). *Les boîtes. Les grandes surfaces dans la ville*. Nantes : l'Atalante, coll. Comme un accordéon.
- Soumagne, J. (dir.), Desse, R-P., Gasnier, A., Guillemot, L. & Grellier, A., (2010). Retail planning for cities sustainability (Replacis), Aménagement commercial pour des villes durables, programme européen de recherche *Urban net*, rapport final au Ministère de l'écologie, du développement durable, du transport et du logement), DGALN/Plan Urbanisme Construction Architecture. Doi : <http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/activites/rapport-amenagement-commercial-ville-durable.pdf>
- Soumagne, J., Gasnier, A. & Pouzenc, M. (2004). Commerce et développement durable. *Historiens et Géographes*, 387, 131-143.
- Soumagne, J. (2007). Commerce et développement durable. In Y. Veyret (Éd.), *Géographie du développement durable* (p. 156-177). Paris : Colin-SEDES.
- Soumagne, J. (éd.), Desse, R-P., Gasnier, A., Grellier, A. & Guillemot, L. (2014). *Aménagement et résilience du commerce urbain en France*. Paris : L'Harmattan, coll. Itinéraires géographiques.
- Soumagne, J. (2014). Commerce et architecture. In A. Gasnier et N. Lemarchand (dir.), *Le commerce dans tous ses états* (p. 43-69). Rennes : Presses Universitaires de Rennes, coll. Espaces et territoires.
- Vaudour, N. (1982). Les espaces piétonniers en Provence-Côte-d'Azur, *Annales de Géographie*, 506, 442-453.

#### Corrélat

Commerce et espaces urbains, Urbanisme commercial

Coordonnées de l'auteur :

Jean SOUMAGNE  
 Université d'Angers  
 Maison de la Recherche G. Tillion  
 11bis, boulevard Lavoisier  
 49000 Angers, France  
 jsoumagne@orange.fr